



SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE 2019 Le discours d'ouverture d'Emmanuel Macron

Le Salon de l'Agriculture a ouvert ses portes le 23 février. Comme chaque année, le Président de la République a parcouru les allées du Salon toute la journée. Auparavant, il a innové en prononçant un discours inaugural devant les professionnels et de nombreux jeunes.

Le Président a exposé ses projets pour la politique agricole européenne; il a défendu les réformes lancées depuis deux ans. **Deux idées ont structuré son propos : l'exigence d'unité, et la triple promesse.**

S'agissant de l'exigence d'unité, Emmanuel MACRON a insisté sur le fait que la « force des terroirs ne serait pas la même sans l'Europe, l'avenir de ces terroirs passant par une PAC pragmatique et ambitieuse ». Convenant que la PAC a des défauts – notamment celui de ne pas empêcher la concurrence communautaire et des distorsions – il a précisé que le principal défi est d'assurer la souveraineté alimentaire en Europe – première puissance agricole mondiale – face aux intrants tels que les engrais et le soja OGM.

La triple promesse, c'est la **protection du consommateur, la protection du producteur et une promesse de transition.**

Plusieurs propositions ont été formulées pour tenir ces engagements:

- Développer une **stratégie de gestion des risques** basée sur
 - une réserve de crise européenne pluriannuelle et réactive pour protéger l'ensemble des agriculteurs des Etats membres de l'impact des crises du marché,
 - un mécanisme de régulation des filières et de diversification des cultures,
 - l'accompagnement pour s'adapter aux conséquences du changement climatique;
- Conserver les **aides à l'hectare**;
- Créer un **plan "protéines"**;
- Faire de l'Europe **l'avant-garde de la data agricole**;
- Créer une force européenne contre les fraudes à la sécurité alimentaire, pour **garantir une politique homogène en matière de contrôle et d'exigence sanitaire**, et pour empêcher le dumping sur la sécurité alimentaire;
- Empêcher les accords commerciaux qui autorisent des produits ne respectant pas les normes européennes;
- **Dédier une part significative de la prochaine PAC aux enjeux environnementaux**, à part équivalente pour l'ensemble des Etats membres;
- Favoriser les projets environnementaux écologistes des agriculteurs;
- **Faciliter l'accès au foncier** des jeunes agriculteurs;
- **Intégrer l'enjeu du renouvellement des exploitations** dans la PAC;
- Encourager le projet **ERASMUS farmers**;
- Soutenir le sommet international des jeunes agriculteurs qui aura lieu à Paris.

FOCUS

LES ECHOS DU SALON

- **Délégations parlementaires** – **Gérard LARCHER** s'est rendu au Salon mardi 26 février, accompagné de nombreux sénateurs qui ont formé la plus importante délégation parlementaire accueillie en ce début de semaine. Le Président du Sénat a évoqué l'inévitable « réduction budgétaire » de la PAC compte tenu du Brexit, mais voit dans cette contrainte l'occasion de fonder « un projet commun de souveraineté alimentaire pour l'Europe ». De **nombreux sénateurs et députés** ont visité le Salon depuis 5 jours, mêlant instants de formation aux enjeux, moments d'échanges et valorisation des produits de leurs territoires.
- **Les Régions au Salon** - Au-delà des inaugurations de leurs stands qui ont réuni nombre de professionnels et institutionnels, on voit beaucoup les Présidents et Vice-présidents de régions dans les allées, signe que **ces collectivités voient pleinement dans l'agriculture une de leurs compétences**. Cette année, la Région **Pays de Loire** a cofinancé un stand « village » accueillant 16 entreprises locales. **Loïc CHESNAIS-GIRARD**, lui, participe au Salon pour porter le projet de la Région qu'il préside: faire de la Bretagne « le leader européen du bien-manger ». Revenant sur la fermeture de la sucrerie d'Eppeville, **Xavier BERTRAND** (Hauts de France) a plaidé pour le développement du modèle coopératif.
- **Prix** – Pour avoir su « allier esthétique et lisibilité », **INTERFEL** a reçu le prix du design de stand par le SYRPA (le Réseau des Agri-Communicants). Les stands de Prince de Bretagne, de l'Odyssée végétale, des Compagnons du Miel et de l'INRA ont également été récompensés.

Agenda

LE GOUVERNEMENT EN FORCE AU SIA

27 février :



• **Edouard PHILIPPE**
Premier Ministre



• **Sébastien LECORNU**
Ministre chargé des collectivités territoriales



• **Sophie CLUZEL**
Secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées



• **Brune POIRSON**
Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la transition écologique et solidaire

28 février :



• **Bruno LE MAIRE**
Ministre de l'Economie et des Finances



• **Didier GUILLAUME**
Ministre de l'agriculture

CANDIDATS AUX EUROPEENNES

27 février



• **Jean-Christophe LAGARDE**
(UDI)



• **Ian BROSSAT** (PCF)

A signaler

Evénements passés:

- **Présentation du baromètre de confiance chez INTERFEL** (interprofession des fruits et légumes frais)
- **Panorama de la filière pomme de terre par le CNIPT** (comité national interprofessionnel de la pomme de terre)
- **Conférences de l'INRA: sur les risques climatiques, et « Développer les alternatives aux pesticides, l'affaire de tous »**
- **Conférence sur le e-commerce pour les industries agroalimentaires, FranceAgriMer**

27 février

11h00 : Conférence de presse « L'intelligence alimentaire artificielle »;

InVivo et Microsoft

14h30 : Débat **AgriDées** « L'agriculture en ville bouscule-t-elle le monde agricole ? »

17h30 : Cocktail de lancement de la consultation européenne, **Ferme France** avec Make.org

28 février

9h30 : Entretiens de l'**Observatoire de la formation des prix et des marges**

10h00 : Conférence de l'**INRA** sur la transition énergétique dans l'agriculture

10h00 : Conférence de l'**APCA** « Peut-on se nourrir uniquement de produits locaux ? »

LES CANDIDATS AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES ET LE SALON DE L'AGRICULTURE

Dimanche 24 février, **François-Xavier BELLAMY**, tête de liste Les Républicains, et les deux candidats suivants sur la liste – **Agnès EVREN** et **Arnaud DANJEAN** – ont fait le tour de nombreux stands, rencontré plusieurs comités interprofessionnels, et signé avec les JA un engagement commun pour une « Europe forte », après avoir publié une tribune dans le JDD développant les positions qu'ils entendent défendre à Bruxelles :

« Pour permettre à nos agriculteurs de survivre et de faire rayonner encore longtemps les savoir-faire qu'ils représentent, nous exigeons un **maintien du budget de la PAC**, un **maintien des droits de douane qui protègent** notre marché, **et de la préférence européenne** qui exprime notre exigence de sécurité alimentaire et de responsabilité écologique ; et une vigilance absolue sur toute future négociation d'accords de libre-échange. »

<https://www.lejdd.fr/Politique/tribune-de-bellamy-evren-et-danjean-politique-agricole-commune-cest-notre-avenir-qui-est-en-jeu-3862964>

Le même jour, **Laurence LYONNAIS**, présente sur la liste LFI, s'est entretenue avec la Confédération Paysanne sur le Salon. Lundi 25 février, **Yannick JADOT** (EELV) s'est rendu au SIA, profitant de plusieurs interviews et rencontres pour promouvoir la transition écologique de l'agriculture; il a annoncé la présence sur sa liste d'une figure du monde agricole bio, Benoît BITEAU, agriculteur en Charentes-Maritimes.

Nicolas DUPONT-AIGNAN a exprimé le souhait d'une plus grande traçabilité des produits et dénoncé fortement la politique agricole d'Emmanuel MACRON.

Samedi 23 février, alors que le président de la République ouvrait le Salon, **Jordan BARDELLA** (tête de liste RN) a visité en compagnie de Marine LE PEN une petite exploitation agricole, notamment de porc, en Haute-Marne. Il a insisté sur la disparition des services publics en même temps que la crise agricole, prenant l'exemple du groupe chinois YTO qui aggraverait en Haute-Marne la situation des agriculteurs en profitant de leur fragilité économique.

POLITIQUE ET SALON DE L'AGRICULTURE – MORCEAUX CHOISIS SUR LES RESEAUX SOCIAUX :

Emmanuel Macron @EmmanuelMacron · 23 févr.
Contre l'agri-bashing : les agriculteurs sont plus que personne attachés à la protection de la planète. #SIA2019

Yannick Jadot @yjadot · 7 h
Il faut aider les paysans à se libérer de la tutelle de la chimie en orientant les aides vers l'accompagnement à la transition écologique de l'agriculture [votrepac.eu](#) #SIA2019

Emmanuel Macron @EmmanuelMacron · 23 févr.
1 agriculteur européen sur 2 partira à la retraite d'ici 2022. Une société qui ne cultive plus est en danger de mort. Elle construit elle-même les conditions où elle ne se nourrit plus. Notre enjeu c'est eux, la nouvelle génération.

Fx Bellamy @fxbellamy · 2 h
Nous sommes là pour défendre une politique agricole commune qui soit profondément repensée, mais également préservée, au service de nos agriculteurs. C'était le rôle du gouvernement de défendre ce budget et il ne l'a pas fait.

Emmanuel Macron @EmmanuelMacron · 23 févr.
Le danger pour notre agriculture n'est pas la concurrence des fruits espagnols. C'est le fait que notre bétail soit nourri au soja OGM importé et que le prix de nos volailles en dépende. Le danger n'est pas en Europe mais dans notre dépendance à l'égard d'autres puissances.

Jordan Bardella @J_Bardella · 23 févr.
"L'agriculture est un sujet essentiel. Ce qui est en jeu, c'est notre indépendance alimentaire, c'est la nécessité pour tous les Français de connaître l'origine EXACTE de ce qui atterrit dans leur assiette, c'est le besoin de consommer local !" #HauteMarne #OnArrive

Laurent Wauquiez @laurentwauquiez · 10 min
Mon obsession est de simplifier au maximum nos dispositifs pour que les dossiers d'aide n'excèdent pas plus 5 pages. Le meilleur exemple, ce sont les dossiers d'aide sécheresse : un formulaire simple, des aides traitées immédiatement.

N. Dupont-Aignan @dupontaignan · 18 min
#SIA2019 Avec la complicité de #Macron, l'UE tue nos agriculteurs en instaurant une concurrence déloyale, normant des produits dangereux à travers des accords comme le #CETA et en détruisant la #PAC.

LE SIMA, L'AUTRE SALON

Inauguré samedi 23 février à Villepinte par le Ministre de l'Agriculture, **Didier GUILLAUME**, la directrice du salon – **Martine DEGREMONT** – et **Frédéric MARTIN**, président d'AXEMA (l'union des industriels de l'agroéquipement), le SIMA (salon du machinisme agricole et de l'agrofourmure) vient conforter Paris comme cœur mondial de l'agriculture cette semaine. **Plus de 200 000 personnes** sont attendues, essentiellement des professionnels, dont beaucoup d'acheteurs potentiels. C'est un temps fort pour l'économie du secteur – et les emplois liés: **près de 2 000 exposants** font le déplacement. Cette année, le SIMA a choisi pour thème l'innovation et ses conséquences. **Les robots-désherbants, possibles alternatives aux pesticides, ont été mis en avant.** La journée de dimanche 24 février s'est focalisée, dans ses conférences, sur le sujet de « **l'agriculture augmentée** » et la place grandissante du numérique. En parallèle des conférences, des rencontres sont organisées pour créer des **partenariats entre les agriculteurs de différents pays.**

❑ **Produits phytosanitaires – L'Etat signe le « contrat de solutions » de la FNSEA.** Il y a un an, le premier syndicat agricole a décidé d'élaborer un « contrat de solutions » visant à recenser, sous forme de fiches pratiques, l'ensemble des actions qui permettront de diminuer puis d'arrêter l'usage des produits phytosanitaires; plus de 300 ont été identifiées. Cet outil est à destination de tous, et plus particulièrement des agriculteurs qui ne seront pas en mesure de cesser leur recours au glyphosate à horizon 3 ans. Ce 25 février, à l'occasion du Salon, le Ministre de l'Agriculture, **Didier GUILLAUME**, a apporté le soutien de l'Etat à cette démarche en y apposant sa signature.

❑ **Produits phytosanitaires – L'expertise de l'INRA.** L'Institut national de la recherche agronomique occupe une place particulièrement importante dans le Salon, son rôle étant de rendre compréhensible pour le plus grand nombre les relations entre l'écosystème et ce qui le compose. Ses animations visent à expliciter certains apprentissages scientifiques et ainsi « **contribuer à l'efficacité des politiques publiques** » par l'apport de connaissances. L'un des thèmes développé lors du Salon portera ainsi sur « les plantes sensibles à leur environnement et capables de s'y adapter en mouvements ». Dans un contexte de recherche d'alternatives dans les techniques agricoles, l'INRA a d'ailleurs remis le 21 février, à **Frédérique VIDAL**, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, un **rapport proposant des pistes d'actions permettant de coconstruire de « nouvelles pratiques alternatives à l'utilisation des produits phytosanitaires ».**

❑ **Produits phytosanitaires – La proposition de loi demandant l'interdiction du glyphosate,** déposée par des députés France Insoumise, a fait l'objet d'un renvoi en commission. Le député Jean-Baptiste MOREAU (LREM, ECO, Creuse) a rappelé que la promesse d'Emmanuel MACRON serait tenue par une transition progressive et collective « en confiance envers le monde agricole ».

A LIRE

❑ **Industrialiser ou non le bio?** Dans le contexte du SIA, c'est la question que de nombreux médias explorent. Dans Les Echos du 22 février, Jean-François PECRESSE voit chez les « pionniers du bio une forme de défense de petites rentes de situation » et pointe que **les technologies requises pour produire les quantités de bio correspondant aux besoins croissants nécessitent des moyens financiers et des investissements de grande échelle.** « Puisque cette agriculture [...] arrive à maturité [et que] des consommateurs sont prêts à payer plus cher, pourquoi faudrait-il se priver d'industrialiser le bio? » Dans Le Monde du même jour, en revanche, Laurence GIRARD s'inquiète du « risque d'industrialisation » véhiculé par une réglementation européenne en cours de finalisation (Bio 2021).

❑ « **Nous devons sortir de la guerre culturelle entre défenseurs de l'environnement et agriculture productiviste** » : dans une tribune publiée par Le Monde le 22 février, **Pascal CANFIN**, directeur général de WWF France et ancien Ministre du Développement de Jean-Marc AYRAULT appelle à développer des soutiens durables au « cercle vertueux de la transition agricole », dont les « **contrats de long terme assortis d'une prime** [...] signés entre les distributeurs, les industriels et les agriculteurs » et la **rémunération de services environnementaux rendus par les agriculteurs.** Pour soutenir cette perspective, il plaide pour le fléchage de 50% des fonds de la future PAC « vers des pratiques favorables à l'environnement ».